

**Groupement de commandes du
Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52**

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE
DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LOGISTIQUES
5 Boulevard Jeanne d'Arc
B.P 77908
21079 DIJON CEDEX
Téléphone : 03 80 29 33 80
Fax : 03 80 29 35 00**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Prestations de coaching en situation managériale,
accompagnement au changement et médiation pour les
professionnels médicaux et non médicaux**

AO N°24082 – lot n°2 – Marché subséquent n°2

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Date limite de réception des offres :
22 avril 2025 à 9H00**



SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.	DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	3
3.	PRESENTATION DES OFFRES	3
4.	CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	3
4.1	Modalités de dépôt des plis	3
4.2	Contraintes informatiques.....	3
4.3	Traitement des programmes malveillants.....	4
5.	ANALYSE DES OFFRES	4
6.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	5

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur une prestation de coaching d'équipe pour la Direction des Affaires Médicales.

2. DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les documents de consultation sont les suivants :

- Le règlement de consultation (RC) ;
- La description du besoin ;
- L'annexe tarifaire.

3. PRESENTATION DES OFFRES

Conformément aux articles R.2151-12 à R2151-16 du Code de la Commande Publique, le candidat produira les éléments suivants :

Documents	Document exigé	Signature nécessaire
Les CV du ou des coachs qui réaliseront la prestation (maximum deux profils)	Obligatoire	Non
L' annexe tarifaire complétée au <u>format Excel</u> (le prix attendu est un tarif horaire)	Obligatoire	Non

4. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

4.1 Modalités de dépôt des plis

En application de l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre à la consultation de manière électronique via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme qui est réglé sur l'heure GMT. Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

4.2 Contraintes informatiques

Pour la transmission de réponse sous format électronique, les documents doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité :

- Portable Document Format (Adobe.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Applications bureautiques Microsoft office (word .doc / excel .xls / powerpoint .ppt)

- Données avec séparateurs (.csv)
- Image (Format gif ; jpeg ; png)
- HTML
- Texte (.txt)
- Plans (format dxf, dwg, dwf)

Le dossier électronique de réponse et la compression des documents doivent se faire exclusivement avec la méthode Zip (format.zip), exploitable avec les logiciels tels que windows xp, winzip (payant), 7zip /.)

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le candidat : exe ; com ; bat ; pif ; vbs ; scr ; msi ; eml.

Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

La plate-forme ne présente pas de limite concernant la taille des documents à transmettre mais que la durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.

4.3 Traitement des programmes malveillants

Lorsque un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans l'enveloppe de réponse transmise par voie électronique, cette dernière ne fera pas l'objet de réparation et sera réputée n'avoir jamais été reçue, sauf, si elle est accompagnée d'une copie de sauvegarde (signée électroniquement ou de manière manuscrite selon le cas) qui sera alors utilisée en lieu et place de cette réponse télétransmise et ce, en application des dispositions de l'arrêté du 14 Décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois, si la copie de sauvegarde figure sur un support électronique qui est infecté, la copie de sauvegarde ne sera pas utilisée et l'offre sera irrémédiablement rejetée.

5. ANALYSE DES OFFRES

En application de l'article R2152-6 du Code de la commande publique, seules les offres régulières, acceptables et appropriées qui n'ont pas été rejetées seront classées en appliquant les critères d'attribution ci-dessous :

Critères et sous-critères	Pondération
Prix	
Le critère prix sera analysé au regard du taux horaire renseigné dans l’annexe tarifaire remplie par les titulaires.	30 points
La note sera définie selon le mode de calcul suivant : <i>offre la moins disante / offre analysée x 30</i>	
Valeur Technique	
La valeur technique de l’offre sera appréciée au regard du ou des CV remis par les titulaires.	70 points

Chaque candidat se verra attribuer une note sur 100 points.

Conformément au CCAP, les deux meilleures offres seront présentées au responsable de l'équipe coachée. Ce dernier pourra alors choisir le coach soit à la suite d'un entretien avec les deux titulaires, soit sur la base de leur CV. L'entretien ne prendra pas la forme d'une négociation et ne pourra pas aboutir à une optimisation de l'offre.

Le titulaire, après avoir rencontré la personne ou l'équipe à coacher, sera invité à remettre une offre de prix définitive sur la base du taux horaire proposé dans son offre initiale. Cette offre pourra être ajustée au niveau du volume horaire proposé.

6. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La juridiction territorialement compétente pour connaître des recours est le Tribunal Administratif de Dijon.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 de ce même Code,
- recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal administratif de Dijon.

Document en date du	Rédacteur	Vérificateur
09/04/2025	B. ROLLIN Juriste	M. TANGUY Juriste